Déclaration : L'argent public ne doit plus financer les Églises et les religions !

Déclaration internationale des associations de Libre Pensée, laïques, humanistes, rationalistes, athées des cinq continents

A l'initiative de l'Association internationale de la Libre Pensée

L'argent public ne doit plus financer les Églises et les religions !

Nous sommes des Associations de tous les continents qui agissons pour la Séparation des Églises et des Religions, des États, pour la laïcisation des institutions qui valide la sécularisation grandissante des sociétés.

Le maître-mot de nos actions est d'œuvrer au respect de la liberté de conscience de chacune et de chacun, de tous les êtres humains qui vivent sur la planète. C'est-à-dire la liberté de croire ou de ne pas croire. Nous ne confondons pas la liberté de conscience et la liberté de religion qui n'est qu'une composante de cette dernière, mais qui ne saurait la résumer.

Nous récusons l'idée que la religion serait une catégorie à part dans la palette des convictions de l'Humanité. Et qu'il faudrait lui conférer un statut particulier qui interdirait de la soumettre à la critique rationnelle et humaine. Et qu'il faudrait, en surplus, qu'elle soit financée par les fonds publics, produits par l'ensemble des contributions des citoyens soumis à l'impôt.

C'est pourquoi nous sommes opposés à toute forme de répression civile et pénale de ce que l'on appelle « le délit de blasphème ». Le droit à la libre critique est un droit démocratique fondamental. Son corollaire obligé est la liberté d'expression la plus totale. Seuls sont visés alors, les opinions et les faits, jamais les individus en tant que tels.

C'est pourquoi aussi, nous refusons et condamnons le privilège que les Eglises et les religions, qui ne sont que l'expression de quelques-uns, soient financées par les fonds publics qui sont le produit des contributions de tous.

Depuis les **USA** (1791), le **Mexique** (1857), la **France** (1905), le **Portugal** (1911), la **Russie** (1918), **l'Uruguay** (1918) l'Espagne (1931), la **Turquie** (1937), la revendication démocratique de la nécessaire Séparation des Églises, des religions et des États n'a pas cessé de mobiliser l'Humanité consciente. Depuis, de nombreux autres pays l'on établit et sur tous les continents. La Séparation est en marche depuis longtemps.

Depuis **James Madison**, Père de la Constitution américaine et 4ème Président des Etats-Unis, constatant en 1819 que « le nombre, les compétences, la moralité du clergé ainsi que la dévotion des citoyens ont manifestement augmenté avec la totale Séparation des Églises et de l'État », l'Histoire de l'émancipation humaine a montré que, quelles que soient les cultures religieuses dominantes dans les sociétés, le principe de Séparation de la sphère des Institutions publiques et de la sphère religieuse est non seulement possible et réalisable, mais qu'elle est hautement souhaitable pour établir et conforter la Démocratie.

Dans tous les pays, sur tous les continents, dans toutes les institutions nationales et internationales, il faut agir pour faire avancer la Séparation des Églises, des religions et des États.

Ensemble, agissons pour la laïcité !

Appel lancé à l'initiative de l'Association internationale de la Libre Pensée au Congrès international de Montevideo (Uruguay), les 19 et 20 septembre 2015.